

Alger et Rabat à couteaux tirés sur les incendies en Kabylie

Page 8

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 23 août 2021

7 jrs/7

N°1710 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

L'insécurité au Sahel inquiète l'ONU

Page 13



L'essai vaccinal contre le VIH est lancé

Page 10



L'exécutif ougandais suspend 54 ONG

Page 12

NIGER

Au moins 35 personnes mortes du choléra

Le ministère nigérien de la santé a annoncé le 19 août dernier la mort de 35 personnes liées au choléra. Plus de 800 malades ont été recensés dans six régions du pays, dont la capitale Niamey.



La diarrhée et les vomissements sont les premiers signes suspects du choléra

Le 9 août, le ministère avait fait état de 213 cas et 12 décès dans trois régions. Il s'agit de Maradi (sud-est), Zinder (centre-sud) et Dosso (sud-ouest), toutes frontalières du Nigeria où une épidémie de la maladie «*sévit depuis plusieurs mois*» dans des États fédérés, selon le Figaro. Mais l'épidémie s'est depuis propagée à Niamey et dans les régions de Tahoua et Tillabéri (ouest). Lundi 16 août, le nombre total de cas est ainsi passé à 845 et celui des décès à «*35, soit un taux de létalité de 4,2%*», selon les chiffres publiés jeudi 19 août par la direction de la surveillance et de la riposte aux épidémies du ministère de la Santé cité par Africanews. À Niamey, selon les images diffusées par la télévision publique, deux sites d'isolement accueillent déjà des enfants et des adultes foudroyés par le choléra. Pour aider à limiter la propagation de l'épidémie, l'OMS a offert au Niger des médicaments et du matériel d'un montant de plus de 172 millions FCFA (plus de 262.000 euros). Des stocks de médicaments et des tests de dépistage rapide ont été envoyés dans les régions affectées où les malades sont pris en charge gratuitement sur des sites d'isolement, assure le gouvernement nigérien. En outre, les autorités sanitaires «*appellent*» la population «à se présenter d›urgence dans un centre de soin» dès «*l'apparition de signes*» suspects de choléra dont «*les diarrhées et les vomissements*». En raison des inondations liées à de fortes pluies dans les zones infectées, les experts redoutent une flambée de cette maladie diarrhéique causée par l›ingestion d›aliments ou d›eau contaminés, très contagieuse. En 2018, une épidémie de choléra avait fait 78 décès sur 3.824 cas recensés au Niger, principalement dans des zones proches du Nigeria, selon l'OMS).

Oumou Konaté

NIGER

La saison agricole menacée par des attaques terroristes





Le secteur agricole nigérien, notamment dans le nord du pays, est durement touché par des attaques terroristes. Au moment où la saison bat son plein, les agriculteurs éprouvent des difficultés pour accéder à leurs champs où ils deviennent **la cible d'attaques. Même constat chez les éleveurs.**



Des agricultures sont souvent victimes d'attaques de groupes armés dans leurs champs

C'est la période hivernale au Niger, ce qui rime avec la saison agricole, notamment des semis. Le haricot, l'arachide et le mil sont les principales semences cultivées dans le pays. Cependant pour cette année, la saison agricole est en pointillé. Et pour cause, la recrudescence des attaques des groupes armés. D'une part, les villages sont soit vidé de leurs habitants, soit les agriculteurs ont des difficultés à se rendre dans les champs à cause de l'insécurité. D'autre part, ceux qui y parviennent aussi sont souvent visés par des attaques dans les champs. En témoigne la récente attaque (16 août dernier) contre les agriculteurs, notamment dans le village de Darey-Daye dans la région de Tillabéri. L'attaque a fait au moins 37 morts dont des femmes et des enfants, selon France 24.

Les éleveurs également en difficulté

Pratiqué par près de 87 % de la population active, en activité

La suite à la page 4

AFRIQUE

La suite de la page 3

principale ou secondaire (en 2020, selon le site Studiokalogou.org) le secteur de l'élevage est également affecté par les attaques des groupes armés. Actuellement, la transhumance est perturbé par la présence jihadiste le long de la frontière avec le Mali. Une situation déplorée par Boureima Dodo, président de l'Aren, l'association pour la redynamisation de l'élevage au Niger, qui s'est confié à RFI . « Vraiment aujourd'hui, l'éleveur est dans la pire des situations parce qu'il ne peut pas remonter au Nord et ne peut pas redescendre au Sud. L'espace du nord est occupé par les groupes armés et dans le sud, c'est la période agricole. » a-t-il expliqué.

A cela s'ajoute, la fermeture des frontières dans le cadre de lutte contre la pandémie à covid-19 et les inondations qui emportent les cultures. Une mauvaise saison agricole rendra pire la situation économique actuelle du pays quand on sait que les prix des denrées alimentaires sont déjà en hausse.

Line Rose

Le traité de libre-échange pourrait développer le commerce durable de la biodiversité africaine (rapport)



Le commerce des produits issus de la biodiversité constitue une part importante des exportations des pays africains

Une nouvelle étude montre comment transformer l'Accord de la Zone de libre-échange continentale africaine en un instrument de promotion du commerce durable de la biodiversité, moteur essentiel d'une reprise respectueuse de l'environnement après la pandémie de coronavirus.

L'Afrique dispose d'une des plus riches biodiversités de la planète, mais jusque-là les négociations qui se déroulent dans le cadre de l'accord historique sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) font à peine référence à l'environnement, donc «il s'agit là d'une occasion manquée de parvenir à un développement durable grâce à l'intégration commerciale en Afrique, tel que prévu par l'Agenda 2063 pour l'Afrique», a déclaré jeudi 19 août la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) dans une nouvelle étude intitulée «Implications of the African Continental Free Trade Area for Trade and Biodiversity : Policy and Regulatory Recommendations». Selon un communiqué de la CNUCED, l'étude porte sur le lien entre le commerce et la biodiversité et les engagements des

La suite à la page 5

AFRIQUE

La suite de la page 4



L'étude préconise également l'inclusion dans l'Accord ZLECA d'un protocole supplémentaire liant le commerce aux considérations environnementales

parties prenantes à l'accord ZLECA. Elle recommande des moyens de transformer l'Accord en un catalyseur du commerce durable de la biodiversité et en un moteur essentiel du redressement et du développement de l'Afrique après la pandémie de COVID-19.»L'Initiative BioTrade pourrait jouer un rôle central dans l'établissement d'une voie de développement vert pour les pays africains et ainsi assurer une reprise respectueuse de l'environnement après la pandémie de COVID-19», a déclaré David Vivas, juriste de la CNUCED travaillant sur les questions de commerce et d'environnement, cité dans le communiqué. BioTrade englobe les activités liées à la collecte, à la production, à la transformation et au commerce de biens et de services issus de la biodiversité qui respectent des critères de durabilité environnementale, sociale et économique, connus sous le nom de Critères et Principes BioTrade, a expliqué la CNUCED.

Intégrer le commerce et la biodiversité dans l'Accord ZLECA

L'étude identifie des points d'inclusion potentielle de considérations environnementales dans le texte juridique de l'Accord actuellement en cours de négociation. Elle met en évidence les incitations économiques positives pour le commerce durable des produits de la biodiversité afin de contribuer aux objectifs environnementaux tels que la conservation des écosystèmes et la lutte contre le changement climatique.L'avantage comparatif dont disposent de nombreux pays africains en matière de ressources biologiques et de produits dérivés représente une opportunité économique énorme, a déclaré M. Vivas, ajoutant qu' alors que les pays progressent dans les négociations de l'Accord ZLECA, les prochaines étapes doivent se concentrer sur ces opportunités, y compris sur la nature et les solutions basées sur la biodiversité comme BioTrade».

Souce: news.un.org

K.Fiakofi

AFRIQUE DU SUD

Les travailleurs pourraient bientôt verser 12% de leurs revenus dans un fonds géré par l'État



Tous les salariés sud-africains pourraient être tenus de contribuer jusqu'à 12% de leurs revenus à un nouveau fonds national, selon une nouvelle proposition du ministère du Développement social contenue dans son Livre vert sur la réforme globale de la sécurité sociale et des retraites.

Selon le Financial afrik, le document propose la création d'un nouveau Fonds national de sécurité sociale (NSSF) qui sera géré par le gouvernement. Il sera mis en place pour fournir des prestations de retraite, d'invalidité et de chômage. Ainsi, pour le constituer et assurer son bon fonctionnement, la contribution de tous les salariés, employeurs comme employés, sera faite à hauteur 12% de leurs revenus jusqu'à un certain plafond défini dans le Livre vert, rapporte notre source. Dans les détails, il est indiqué que 10 % de cet argent ira à la caisse obligatoire, tandis que les 2% restants serviront à l'assurance-chômage. Autre proposition du ministère du Développement social : le gouvernement devra subventionner les cotisations des travailleurs à faible revenu. Alors que les travailleurs à revenu élevé devraient également cotiser aux fonds de pension du secteur privé. « Un régime de cotisation simplifié pour les travailleurs indépendants et les travailleurs informels sera également mis en place », rapporte toujours notre source.

Il faut noter par ailleurs, que le Livre vert propose, entre autres, qu'une allocation de revenu de base soit lancée à un niveau « qui sortira au moins l'individu de la pauvreté ».

Oumou Konaté

ETHIOPIE

La Turquie pour une fin pacifique de la crise au Tigré



La crise au Tigré fait craindre une crise humanitaire à “grande échelle”, selon l’ONU

Mercredi 17 août, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a appelé à la résolution pacifique de la crise éthiopienne qui oppose les forces gouvernementales aux rebelles du TPLF depuis maintenant 9 mois.



Recep Tayyip Erdogan (dr.) pour la fin pacifique de la crise au Tigré

C’est à la faveur d’une visite du Premier ministre éthiopien, Habi Hamed, à Ankara, que le président Erdogan s’est prononcé sur le conflit au Tigré, en Ethiopie. A en croire le chef de l’Etat, les échanges avec Habiy Hamed ont porté sur les développements de la crise et la dernière situation dans la région du Tigré. A l’occasion, il a montré l’importance qu’il accorde à un retour rapide à la paix, la tranquillité et l’intégrité de l’Éthiopie qui, selon lui, a une position et une importance

La suite à la page 8

ALGERIE

La suite de la page 7

stratégiques en Afrique. “Nous attachons une grande importance à la résolution des problèmes existants pour la préservation de la paix et de la stabilité dans la région.», a déclaré le président turc, selon Africanews.

Accord financier militaire

Notre source indique que la visite du premier ministre, Habiy, à Ankara, a été également marquée par la signature d’un accord de coopération financière sur le plan militaire entre la Turquie et l’Ethiopie. Dans cette optique, Ankara propose également ses bons offices dans la résolution du conflit entre Khartoum et Addis-Abeba.

En rappel, la crise du Tigré a forcé plus de deux millions d’habitants à fuir leurs foyers, a rendu des millions de personnes dépendantes de l’aide alimentaire et a fait des milliers de morts, tout en coupant des millions de personnes du monde. Des populations entières sont menacées par la faim, à cause de ce conflit qui dure.

Sources : Africanews, bb.com

Line Rose

Alger et Rabat à couteaux tirés sur les incendies en Kabylie



Alger accuse ouvertement Rabat d’actes hostiles

L’Algérie accuse le Maroc d’être impliqué dans les incendies meurtriers qui ont ravagé le nord du pays dans la région de la Kabylie depuis le 9 août dernier. Le pays a décidé de revoir ses relations avec son voisin marocain, selon l’AFP.

Le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, a pris la décision de revoir les relations entre son pays et le Maroc, lors d’une réunion extraordinaire du Haut Conseil de sécurité, le 18 août dernier, selon Africanews. D’après le communiqué de la présidence, «les actes hostiles, incessants, menés par le Maroc à l’encontre de l’Algérie, ont nécessité la révision des relations entre les deux pays et l’intensification des contrôles sécuritaires au niveau des frontières Ouest». Les autorités algériennes ont également accusé une organisation indépendantiste kabyle «MAK», basée à Paris, et le mouvement islamo-conservateur, Rashad, basé à Londres, d’être à l’origine de départs de feux. Les deux mouvements sont considérés

La suite à la page 9

ALGERIE

La suite de la page 8



Rabat serait impliqué dans les incendies ravageurs dans la région de Kabylie, selon Alger

comme organisations terroristes, depuis le 18 mai par le gouvernement.

La ligne rouge à ne pas franchir

Cet épisode consacre une nouvelle aggravation des relations conflictuelles entre Alger et Rabat. Il y a un mois, Alger rappelait son ambassadeur à Rabat pour «consultations, avec effet immédiat» à la suite de tensions diplomatiques, indique France24. Durant une réunion du Mouvement des non-alignés, les 13 et 14 juillet, à New York, l'ambassadeur du Maroc à l'ONU, Omar Hilale, avait fait passer une note dans laquelle il estimait que «le vaillant peuple kabyle mérite, plus que tout autre, de jouir pleinement de son droit à l'autodétermination». Une ligne rouge à ne pas franchir, selon Alger qui s'oppose à toute velléité indépendantiste de la Kabylie, région berbérophone du nord-est de l'Algérie. Le diplomate marocain avait exprimé son soutien au séparatisme kabyle, en réaction à l'appui apporté par Alger aux indépendantistes sahraouis du Front Polisario qui combattent le Maroc.

Sources : africanews

france24

Pierre Oued.

TANZANIE

L'essai vaccinal contre le VIH est lancé



Les scientifiques espèrent que la plate-forme d'ARNm conduira à une percée dans le domaine du VIH

La société de biotechnologie Moderna a lancé des essais cliniques sur les humains pour le vaccin contre le VIH, le 18 août 2021. En effet, ce lancement historique apporte de l'espoir au monde dans la lutte contre le Sida, selon le journal tanzanien The Citizen.

La société basée au Massachusetts (USA) a déclaré mardi 17 août, dans un communiqué, qu'elle initiait des essais humains sur des vaccins contre le VIH, en utilisant la même plate-forme d'ARNm que le vaccin Covid-19 de la société. Le développement donne de l'espoir aux médecins, le Dr Elisha Osati le décrivant comme un « développement historique ». «*Il s'agit d'un développement historique car de tels essais ont été menés, y compris en Tanzanie où ils ont été menés deux fois, mais peu de résultats ont été obtenus*», a-t-il déclaré, selon The Citizen. Le journal cite le Dr Elisha Osati, selon qui "si les essais apportaient enfin

La suite à la page 11

TANZANIE

La suite de la page 10



L'espoir renaît avec la technologie de l'ARNm dans la recherche de vaccins contre des agents pathogènes tels le VIH et la grippe

des résultats positifs, alors le succès changerait la donne, car le monde orientera désormais ses ressources vers d'autres besoins urgents".

Fin des essais d'ici mai 2023

Un responsable de programme de la Fondation Elizabeth Glaser Pediatric Aids (Egpaf), M. Juma Songoro, a déclaré que, dans des circonstances normales, la vaccination est meilleure que le traitement. Il a cependant déclaré qu'il y a eu un certain nombre d'essais de vaccins au cours des dernières années, avec peu de résultats obtenus. L'entrée de Moderna, publiée dans le registre des essais cliniques du National Institutes of Health, montre que les essais qui ont débuté ce 19 août devraient être bouclés d'ici mai 2023. Moderna a deux candidats vaccins contre le VIH, l'ARNm-1644 et l'ARNm-1644v2-Core. Tous deux ont passé les tests de sécurité initiaux avant d'être utilisés pour la première fois sur des humains. Les essais randomisés incluront 56 participants séronégatifs âgés de 18 à 56 ans, selon la même source. Il faut noter que le VIH est l'un des nombreux virus que Moderna cible pour le développement de vaccins, à l'aide de la plate-forme d'ARNm.

Source : thecitizen

Pierre Oued.

OUGANDA

L'exécutif ougandais suspend 54 ONG



Certaines ONG suspendues avaient observé l'élection présidentielle controversée de janvier.

L'Ouganda a ordonné, le vendredi 20 août 2021, la suspension, avec effet immédiat, de 54 Organisations non gouvernementales (ONG) exerçant dans le domaine politique, religieux ou environnemental, dont la principale organisation de défense des droits civiques, Chapter Four, pour «non conformité» avec la législation.

Selon le Bureau des ONG qui dépend du ministère des Affaires internes, ces associations opéraient sans être enregistrées, avec des permis de travail expirés ou n'avaient pas communiqué leurs rapports et comptes annuels, a rapporté Le Monde Afrique. Parmi ces 54 ONG, l'association Chapter Four et 14 autres organisations se voient «suspendues indéfiniment», précise notre source. A cet effet, le responsable du Bureau des ONG, Stephen Okello, à travers un communiqué, a appelé les parties prenantes à aider à l'application de ces décisions en veillant à ce que ces organisations concernées cessent toute opération, avec effet immédiat. Charity Ahimbisibwe qui dirige la Coalition des citoyens pour une démocratie électorale (CCEDU), une autre organisation visée par les autorités, a, quant à elle, qualifié cette décision d'«extrêmement regrettable»,

La suite à la page 13

La suite de la page 12

selon Lematin.ch. Elle a indiqué que le permis d'exploitation du CCEDU avait expiré, mais qu'elle avait demandé une prolongation car il n'était pas possible de le renouveler durant le confinement en vigueur contre le coronavirus et se heurtait à une obstruction visible de certains responsables gouvernementaux. « En tant qu'organisation respectueuse des lois, nous ne continuerons pas à opérer sans permis», a assuré Charity Ahimbisibwe, cité par Lematin.ch. Contacté par l'AFP, le Directeur exécutif de Chapter Four, Nicholas Opiyo, a confirmé avoir reçu la notification, jugeant la situation grave. De son côté, la section Afrique de la Commission internationale des juristes s'est dite «profondément préoccupée» par la suspension de Chapter Four. «Nous encourageons les autorités à résoudre d'urgence cette situation pour permettre à Chapter Four de reprendre ses activités», a déclaré cette section sur Twitter, cité par Lematin.ch. En rappel, Nicholas Opiyo avait été arrêté, en décembre 2020, un mois avant l'élection présidentielle controversée, par les autorités qui l'accusaient de blanchiment d'argent. Il avait été placé en détention dans une prison de haute sécurité avant d'être libéré sous caution, une semaine plus tard.

Roseline BADO

La détérioration de la sécurité au Sahel inquiète l'ONU



L'ONU salue les efforts de l'UA, la CEDEAO et des pays d'Afrique de l'ouest et du Sahel pour la sécurité

A travers une déclaration consultée par l'Agence Anadolu, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est dit « préoccupé » par la détérioration des conditions de sécurité en Afrique de l'Ouest et la montée du terrorisme au Sahel et dans le bassin du lac Tchad.

Le Conseil de sécurité, en plus du Sahel, se dit également inquiet de la montée de la piraterie dans le golfe de Guinée et encourage la poursuite des efforts menés aux niveaux national et régional pour lutter contre ces menaces. Le Conseil de Sécurité déplore « *les actions violentes menées par les acteurs non étatiques, lesquelles entravent le retour de l'autorité de l'État, le rétablissement des services sociaux de base et la restauration de l'Etat de droit dans certaines zones de la région* », selon

La suite à la page 14

SAHEL

La suite de la page 13



Le conseil de securité souligne le rôle important de la Femme dans la resolution des conflits

l'agence Anadolu. Les attaques terroristes récurrentes dans la région, dirigées contre les civils, les représentants des institutions locales, régionales et des États ainsi que les forces de sécurité nationales, internationales et des Nations Unies, ont vite été condamnées par le Conseil de Sécurité, dit l'Agence. Ce dernier réaffirme la nécessité de veiller à ce que les auteurs de violations des droits humains et du droit international répondent de leurs actes.

La bonne gouvernance démocratique, pour la paix

Le Conseil a, en outre, réitéré sa ferme condamnation des attaques et des menaces d'attaque dirigées contre les écoles, les enfants et le personnel éducatif, y compris des enlèvements survenus récemment au Nigéria. L'institution onusienne a appelé à s'attaquer aux conditions sous-jacentes qui favorisent la propagation du terrorisme et de l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme en Afrique, notamment en veillant à la reconstruction et au relèvement nationaux, en renforçant la bonne gouvernance et en facilitant le développement socioéconomique dans les pays, d'après la même source. Cependant, il souligne l'importance que revêt la pleine participation, égale et véritable, des femmes au maintien de la paix et de la sécurité. Tout en manifestant son inquiétude pour le Sahel, le Conseil a souligné que la bonne gouvernance démocratique est indispensable à la paix et à la stabilité à long terme dans la région. Il a salué l'alternance démocratique récente au Niger et les efforts de réconciliation menés au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Togo avant d'encourager la poursuite de ces dialogues, gage de paix.

Source : Agence Anadolu

www.aa.com

Pierre Oued.

BURKINA FASO

ALIAD, le nouveau-né du landerneau politique burkinabè

La sphère politique burkinabè à un nouveau né. Lors d'une conférence de presse à Ouagadougou, le 20 août dernier, a eu lieu le lancement officiel du nouveau parti : Alliance africaine pour le Développement (ALIAD). Son idéologie est fondée sur le panafricanisme et la promotion des valeurs africaines.



"Le parti est ouvert à tout Burkinabè qui a soif de changement et désireux de servir le peuple" selon les conférenciers

Selon le président du parti, Mohamed Sodré, l'ALIAD s'est donné pour mission la quête de la satisfaction des besoins pratiques et stratégiques des masses populaires et surtout de la jeunesse, laissée pour compte, selon lui, par un système qu'il qualifie de "vampire". Ce nouveau parti compte mener des actions concrètes sur le plan sécuritaire. Dans son allocution, Mohamed Sodré a fustigé la coopération militaire entre le Burkina et la France. " Malgré la présence de l'armée française sur le sol burkinabè, on constate un manque d'efficacité des troupes burkinabè sur le terrain, dans la lutte contre les forces du mal", a affirmé le leader du nouveau parti Selon le jeune leader, le nouveau parti, à travers ses actions annoncées, va demander l'annulation de l'accord de coopération entre l'Hexagone et le pays des Hommes intègres, à travers une proposition ou le soutien d'une proposition de loi à l'Assemblée nationale, à cet effet. A propos de l'idéologie du parti, le Secrétaire exécutif, Arnaud Novatin, a précisé que le choix du panafricanisme vise à "apporter des solutions africaines aux problèmes africains, à travers la création d'un organe qui va permettre à tout un chacun de se sentir concerné et d'élargir les discussions en vue de nous approprier les valeurs africaines".

Un parti prêt à travailler avec les autres partis

Le parti est un "parti du peuple", selon lui, car il n'est ni de la majorité ni de l'opposition, et travaillera en concertation avec les différentes forces politiques qui prendront en compte la vision de l'ALIAD, le développement notamment, a laissé entendre le secrétaire exécutif du parti.

Le chômage des jeunes est l'une des préoccupations de ce tout nouveau parti et, à entendre Arnaud Novatin, le chômage trouve ses racines dans le modèle de l'éducation nationale qui forme des futurs employés et non des entrepreneurs. Face à cela, le parti compte apporter des solutions pour un système éducatif qui permettra aux jeunes formés de créer des emplois après leur formation, pour soutenir l'économie nationale, de l'avis des conférenciers. qui entendent valoriser l'excellence afin d'éviter la fuite des cerveaux

Le parti a été créé le 13 juillet 2021 et son bureau national compte 17 membres (14 hommes, 3 femmes) et est présent dans quatre régions du Burkina, à savoir Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Ouahigouya et Dori.

Lucien DAKISSAGA (Stagiaire)

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Hakainde Hichilema : l'ancien vacher, président de la Zambie après 6 tentatives



Contre tous les pronostics, l'opposant Hakainde Hichilema a battu le président Edgar Lungu pour devenir président de la Zambie, a rapporté l'Agence Ecofin. Entre mener des vaches et diriger un pays, quelques années suffisent parfois à faire la jonction. Assez pour faire fortune, s'opposer au régime en place, se faire arrêter une quinzaine de fois, se présenter et échouer 5 fois aux élections présidentielles, puis enfin réussir à devenir le 7e président élu de la Zambie, a rappelé notre source. Une belle histoire, marquée par l'abnégation d'un opposant qui doit désormais faire mieux que le régime auquel il donnait des leçons.

Tunisie/Sfax: une manifestation pour revendiquer la dissolution du Conseil municipal



Une manifestation a été organisée, le vendredi 20 août 2021, devant le siège de la municipalité de Sfax, pour revendiquer la dissolution du Conseil municipal, a rapporté Tunisie Numérique. L'une des protestataires a exprimé, selon notre source, son mécontentement face aux nombreux problèmes auxquels font face les habitants de la région notamment dans les quartiers populaires dont les problèmes d'ordre environnemental, l'invasion des moustiques et la mauvaise infrastructure.

Tunisie : Arrestation du député PDL Ahmed Sghaier



Selon Tunisie Numérique, la cheffe du PDL, Abir Moussi a annoncé, dans la soirée du vendredi 20 août 2021, l'arrestation du député du parti, Ahmed Sghaier. La députée PDL, Awatef Grich, cité par notre source, a expliqué, dans un commentaire sur sa page, qu'il a été arrêté pour avoir pris la défense des populations pauvres et marginalisés du village de Smenja auprès du Conseil régional de Zaghouan, dans le cadre d'une affaire qui les opposent à un investisseur. Elle a, par ailleurs, ajouté que "*c'est un honneur d'être accusé de l'amour des citoyens et d'avoir plaidé leurs causes*".

Rwanda/Procès de Paul Rusesabagina: le verdict attendu le 20 septembre

Selon TV5 Monde, l'autorité judiciaire rwandaise a annoncé que le verdict du procès pour «terrorisme» de Paul Rusesabagina, ancien hôtelier dont l'histoire a inspiré le film «Hotel Rwanda», sera rendu le 20 septembre. «*Le prononcé du jugement dans l'affaire de M. Paul Rusesabagina et ses co-accusés a été ajourné au 20 septembre 2021 à 11H00*» (09H00 GMT), a annoncé, l'autorité judiciaire, sur son compte Twitter.



Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne (Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE

Le Quotidien Numérique d'Afrique

Occupez une page entière dans votre Journal

Votre Message Personnalisé Sur une Page entière

A Seulement 59 000 FCFA TTC

http://quotidiennum

Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info